

Les Gilets jaunes ont redonné le pouvoir au peuple



S'il est une leçon à retenir de la révolte des Gilets jaunes, c'est d'avoir rappelé avec force aux gouvernants du pays qu'en démocratie le pouvoir appartient au peuple. Et que c'est lui qui a la souveraineté.

On avait fini par l'oublier. Depuis des décennies les Français s'étaient résignés à vivre dans un pays où gauche et droite se partageaient le pouvoir dans un consensus mou. Une alternance qui, dans le fond, ne changeait pas grand-chose à la conduite des affaires. La ligne politique étant fixée par Bruxelles. Tout allait pour le mieux dans le meilleur des mondes, sauf pour les électeurs qui s'apercevaient au fil des élections qu'on les menait en bateau.

Des signes avant-coureurs de l'explosion qui allait se

produire en ce mois de novembre 2018 auraient dû alerter, depuis longtemps, la classe politique. Mais plutôt que de s'interroger sur les raisons de la montée en puissance du Front national élection après élection, les responsables politiques des partis dits « de gouvernement » choisirent de le stigmatiser tout en s'efforçant de lui faire barrage en constituant contre lui un invraisemblable « Front républicain ».

Le peuple français, méfiant à l'égard de la politique et de ses représentants, n'était pas dupe de ces minables combinaisons politiciennes. Une colère sourde grondait dans le pays. Un sentiment d'exaspération que le député Jean Lassalle avait ressenti en 2013 lorsqu'il avait effectué son tour de France à pied à la rencontre des habitants. « J'ai le sentiment d'un ras-le-bol à tous les étages, comme une envie de renverser la table » avait-il confié à l'issue de son périple. Mais personne ne prit vraiment au sérieux l'avertissement de l'ancien berger des Pyrénées.

Un autre phénomène aurait dû aussi sonner comme un signal d'alarme pour la classe politique. La désaffection de plus en plus grande des électeurs pour les scrutins nationaux. Aux élections présidentielles, celles qui mobilisent le plus les électeurs, l'abstention gagnait à chaque fois un peu plus de terrain. De 16,2 % au premier tour de 2007, elle passait à 20,52 % en 2012 et à 22,23 % en 2017. Un abstentionnisme qui battra même tous les records au second tour opposant Emmanuel Macron à Marine Le Pen puisqu'il concernera 25,38 % des inscrits. Du jamais vu depuis 1969 quand la gauche avait été éliminée à l'issue du premier tour. En 2017, 12 millions de Français boudèrent les urnes du second tour, tandis que 4 millions marqueront leur mécontentement en votant blanc ou nul.

Longue torpeur résignée

Déjà la fronde perçait sous le « dédagisme » ravageur qui

avait balayé le temps d'un scrutin les anciennes « élites » de gauche, comme de droite. Le peuple français s'était réveillé de sa longue torpeur résignée. Il venait de prendre conscience qu'il pouvait changer les choses. Que rien n'était écrit d'avance. Et qu'il avait son mot à dire sur la conduite des affaires. Un nouveau monde s'ouvrait devant lui qui ne ressemblerait plus à celui du passé.

C'est sur cette vague d'ailleurs que surfait le nouveau président qui voulait incarner une nouvelle façon de faire de la politique en s'entourant d'hommes et de femmes inconnus, pour la plupart, du grand public. Mais rien n'allait se passer comme prévu. Le jeune chef d'État se montra rapidement arrogant, parfois méprisant, mais surtout déconnecté des préoccupations du peuple avec une fâcheuse manie de parsemer ses discours de petites phrases blessantes, voire insultantes pour ses compatriotes, notamment lorsqu'il se trouvait à l'étranger.

Impatient d'agir pour mettre en œuvre son programme, il se trouvait en butte à ces « Gaulois réfractaires au changement ». Vouloir aller trop vite, c'est prendre le risque de dérapier. Et le peuple des « gens qui ne sont rien » n'allait pas tarder à le lui faire savoir. C'est en ce mois de novembre 2018 que la révolte qui grondait explosa partout en France. Un mouvement né spontanément d'une colère trop longtemps contenue qui embrasa le pays comme un feu de brousse. L'annonce de l'augmentation de la taxe sur les carburants allait mettre le feu aux poudres. C'était un nouveau coup porté au pouvoir d'achat des Français, ceux de la ruralité notamment qui ont besoin de leur voiture pour se déplacer. Dans le même temps on apprenait que la France détenait le triste record du pays le plus taxé au monde. De quoi alimenter les discussions sur les ronds-points investis par les Gilets jaunes.

L'aveuglement du gouvernement

Surpris par ce mouvement spontané surgi de nulle part et qu'il

n'avait pas vu venir, le pouvoir resta d'abord sans réaction. Comment agir face à une révolte incontrôlée d'hommes et de femmes, toutes générations confondues, qui pour nombre d'entre eux n'avaient jamais manifesté ? Un mouvement de contestation inédit qui, de plus, était largement soutenu par l'opinion publique.

L'aveuglement du gouvernement le conduisit dans un premier temps à rester ferme sur ses positions. Mais cela n'allait pas durer. Le chef de l'État fit bientôt savoir qu'il décidait de renoncer aux augmentations de taxes sur les carburants et ce sur la durée du quinquennat. Une première victoire pour les Gilets jaunes qui les encouragea à poursuivre le mouvement et à élargir leurs revendications à d'autres domaines.

Après quelques semaines d'une contestation émaillée de violences et inquiet devant la tournure que prenaient les événements avec des cortèges de manifestants dans la capitale et de nombreuses grandes villes, le pouvoir décida de lâcher du lest en débloquant de 10 à 12 milliards pour tenter d'éteindre l'incendie.

Mais le compte n'y était pas pour les Gilets jaunes, conscients de la force qu'ils représentaient et bien décidés à faire plier le pouvoir. En quelques semaines, ce mouvement citoyen se voulant apolitique, sans chef, ni hiérarchie venait d'obtenir ce qu'aucun syndicat n'aurait osé espérer.

Alors pour tenter de trouver une solution politique à la crise le chef de l'État promit d'engager une large concertation sous la forme d'un grand débat national ouvert à tous. Sur des cahiers de doléances les Français sont invités à faire part de leurs revendications et de leurs souhaits. Quoi qu'il en soit et sans préjuger des suites qui pourraient être données aux propositions des citoyens, l'Histoire retiendra qu'en 2018-2019, un vent de contestation pacifique a soufflé sur notre pays. Le peuple s'est dressé pour se réapproprier la démocratie. Il doit maintenant trouver les moyens de la conserver.

Alain MARSAUGUY